

**Séance ordinaire du  
jeudi 21 décembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt et un décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Hors Délégation**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Dominique MARTIN-PRIVAT.

**Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du Budget Principal de  
la Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n°2013/228 du 6 mai 2013 et conformément à l'article 1<sup>er</sup> du décret n°96-523 du 13 juin 1996 (article R 221-10 du code des communes) pris pour l'application de l'article L 2321-2 du C.G.C.T., qui précise que : « sont tenues d'amortir les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants », la Ville de Montpellier a procédé à la mise à jour de ses durées d'amortissement.

Par délibération n°V2017/333 du 3 novembre 2017, la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable et l'application de la M57, pour le Budget Principal, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 a été actée.

Compte tenu de ce changement de nomenclature, il apparaît nécessaire de mettre à jour la délibération du 6 mai 2013 en précisant les nouveaux articles issus de cette nomenclature.

Les autres dispositions restent inchangées.

Ainsi, la Ville de Montpellier amortira ses biens selon les modalités suivantes :

1) L'amortissement linéaire :

L'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles seront amortissables selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Il est précisé d'une part, que l'amortissement est calculé à partir du début de l'exercice suivant la date de

mise en service ; d'une autre part que tout plan d'amortissement commencé doit être poursuivi jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation réforme ...) ; enfin que le plan d'amortissement ne peut être modifié qu'en cas de changement significatif dans les conditions d'utilisation du bien (cette modification faisant l'objet d'une délibération) ;

2) Le seuil d'amortissement en dessous duquel les biens sont amortis en un an est fixé à 2 000€.

Est retenu le seuil de 2000 euros TTC en valeur unitaire pour les biens qui feront l'objet d'un amortissement dérogatoire sur un an.

A l'issue de cette période, la Ville aura également la possibilité de procéder à la sortie comptable des biens de faible valeur sans pour autant que ces derniers soient physiquement réformés, cédés...

3) Les biens amortis et les durées d'amortissement.

Est rappelé que la technique de l'amortissement s'applique obligatoirement à l'ensemble des biens incorporels et corporels (entrant dans le champ d'application de l'amortissement) acquis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996.

Sont retenues, pour chaque catégorie d'immobilisation amortissable, les durées figurant sur le tableau ci-après :

Catégories	Durées d'amortissement votées	Articles concernés
<b>Immobilisations incorporelles :</b>		
Frais d'urbanisme	5	202
Frais d'études non suivis de travaux	5	2031
Frais de recherche et de développement	5	2032
Frais d'insertion non suivis de réalisation	5	2033
Subventions d'équipement versées	5	204
Logiciels	2	2051
Marques, brevets, droits	Durée des droits	2088
<b>Immobilisations corporelles :</b>		
Plantations d'arbres et d'arbustes	20	2121
Autres agencements et aménagements de terrains	30	2128
Immeubles de rapport	30	21321
Installations de voirie	20	2152
Réseaux câblés	20	21533
Réseaux d'électrification	20	21534
Autres réseaux	20	21538
Matériel roulant d'incendie et de défense civile	7	21561
Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	7	21568
Matériel technique scolaire	10	21572
Matériel et outillage de voirie : matériel roulant	7	215731
Autre matériel et outillage de voirie	10	215738
Autre matériel technique	10	21578
Autres installations, matériel et outillage techniques	10	2158
Installations générales, agencements et aménagements divers	20	2181

Matériel de transport : Voitures et véhicules 2 roues	6	21828
Matériel de transport : Camions et véhicules industriels	7	21828
Matériel informatique scolaire	10	21831
Autre matériel informatique	10	21838
Matériel de bureau et mobilier scolaires	10	21841
Autres matériels de bureau et mobilier	10	21848
Matériel de téléphonie	1	2185
Cheptel	1	2186
Autres immobilisations corporelles	10	2188
Biens de faible valeur unitaire inférieure ou égale à 2 000 € TTC	1	Tous articles confondus

La présente délibération annule et remplace les délibérations relatives aux méthodes et durées d'amortissement du 6 janvier 1997, du 23 février 2000, du 30 mars 2009 et du 6 mai 2013.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter la méthode et les durées d'amortissement proposées,
- D'adopter le principe de la mise en place de ces nouvelles modalités d'amortissement pour les amortissements passés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 22 décembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20171221-22870-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 28/12/17  
Réception en Préfecture : 28/12/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.